

LIBERTÉ.



ÉGALITÉ.

CLERMONT-FERRAND, le 6 Pluviôse an XII  
de la République française.

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT  
DU PUY-DE-DÔME,

Aux Sous-préfets et aux Maires des communes.

CITOYENS,

Le Gouvernement désirant connaître la situation des desservans des différentes succursales du département, le Ministre des finances vient de me charger de recueillir les divers renseignemens énoncés dans l'état que je joins ici. Ainsi, aussitôt que les maires de chaque commune auront reçu cet état, ils s'empresseront de remplir chaque colonne, de certifier l'état, et de l'adresser de suite au Sous-préfet de leur arrondissement, qui de sa part en formera un général qu'il adressera à la préfecture.

Les motifs qui déterminent cette mesure se font trop bien sentir, pour que je ne dovoie me dispenser de plus grandes explications.

Je vous invite donc, Citoyens, à ne porter aucun retard à la formation de ces états, afin que de ma part je puisse satisfaire à la demande du Gouvernement, avec la célérité que cet objet exige et qui m'est recommandée.

Salut et considération.

Le Conseiller de préfecture remplaçant le Préfet absent,

LABARTE.

25  
L'Amblete Le 14 floréal an 15  
Le sous Prefet de l'arrondissement d'Ambert  
Monsieur Le Prefet du département  
du puy de dome

Monsieur

Je vous accorde l'éclection de votre lettre du 6 du présent,  
Et vous certifie que les circulaires adressées aux maires  
l'ont été ~~à la poste~~ le 15 de ce mois.

Quand que les délibérations des conseils municipaux  
me seront parvenues, je formerai le tableau que vous  
demandez. Et le délai que nous avons accordé ne fût  
expiré, je transmettrai les cartes de celles qui feront  
un retard.

permettrez quo je vous observere qu'il faudrait nécessaire qu'il

Yrat une paroisse Coarctation pour les Communes,  
Chef-lieu des Cantons, avec que les Curés et pastouls  
Leurs vicaires risent aujor du Régis de L'idenante  
qui leur est justement due.

Salut & Respect  
J. Dourad  
- Pousgriffe



## PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME.

Le Gouverneur du Département du Puy-de-Dôme,  
Membre de la légion d'honneur.

Sur le décret impérial du 1<sup>er</sup> juillet 1808, présentant les  
mesures de l'empereur aux troupes de l'Assemblée nationale à la charge des  
communes, à celles de l'ordre éphémère, et à l'augmentation du traitement des  
officiers de l'Assemblée nationale à la charge du tiers état.

On l'a été du 2<sup>e</sup> floréal dernier, consignant extraordinairement  
le conseil municipal pour apprécier les taxes qui leur sont demandées  
par ce décret.

La délibération du conseil municipal sur ces communes,  
et l'avis des sous-préfets, sur le mode d'exécution décrit dans l'avis.

Considérant que lorsque tout le conseil municipal a déclaré  
prononcer de la même manière, soit sur les traitements à accorder, soit sur les  
augmentations de traitement, soit enfin sur les taxes sur les vignobles,  
que tous demandent que les fonds en soient tirés par la reine, la maîtresse de  
la contribution extraordinaire, sur la contribution sociale personnelle et mobilière,  
et les autres sur la contribution personnelle et mobilière seulement. D'autre part  
proposent de la rémuneration qu'à tous vont particulières.

Que les premières personnes proposées s'éloignent des intérêts  
de sa majesté exprimées dans son décret du 1<sup>er</sup> juillet dernier, qui veulent laisser que  
l'ordre des soldats ait une taxe indirecte, la souscription volontaire ou tout autre  
moyen convenable.

Qu'il existe dans ces délibérations une divergence rapportée dans  
l'avis de ces troupes; que la justice commande de la rendre partout  
uniforme. Dans la proposition ultérieure de l'étendue de ces deniers décrétés.

et réunion ; et quelle pourvoit des municipalités pour servir présentement  
base qui stabilise cette équité proportionnelle ?

Que l'établissement de cette et autres taxes indirectes devient  
impraticable d'une ville d'importance rurale, les conseils municipaux ne présentent  
point de moyen convenable, la souscription volontaire dont le seul moyen d'ajustage  
d'autre chose qu'un décret loi n'est que à moyen de l'ordre de l'assemblée  
Si tel était impossible ; quelle ville de ce genre, peu étendue, serait sacrifiée, telle que  
que d'autre transigerait dans leur insuffisance, ou leur opiniâtre des préteurs  
de se soustraire à leur fraie de culte, que sans cette mesure, le sort des municipalités  
de culte, n'aurait jamais asfiné, et deviendrait chaque année un énorme  
de charge, de collecte et de travail pour l'administration, et de  
débordement dans les communes ?

Que pourraient les habitants des communes qui doivent souscrire à  
l'assiette du culte, peuvent ne point être appelés, mais qu'ils soient dispensés  
de toute contribution personnelle et immobilière, en raison de leur indigence,  
qu'aucun part au rôle de la contribution foncière ?

Que si la contribution immobilière pouvait servir de base ?  
une encyclopédie à proposer aux habitants, elle entraînerait nécessairement  
les mêmes vices qui existent dans sa séparation ; quelle mode devraient prendre  
dans tout le département, il n'y a plus d'autre d'inconvenant d'admettre la  
deux contributions foncière et personnelle réunies, et qu'avec la propriété  
sera appellée à souscrire dans chaque commune que dans la proportion de  
familles qu'il y aura de.

Orzé ?

Ce conseil municipal des communes du département d'Antiochée  
est évidemment ce .

Il a donc pour la fraie annuelle de celle de chaque ville et commune  
separément qui composent cette commune, soit pour ce qui concerne les établissements de  
département et nationale, et pour ce qui concerne les améliorations de terrains et chemins  
et dépendances à la charge du titulaire, et l'indemnité du logement et jardin des  
maisons et dépendances, et la somme via point de mobilier et jardins.

Ces fêtes seront fixées d'après la ville précédente délibérément dans  
la proportion réglementaire.

Pour la plus grande sécurité des villes avec dépopulation.

Craitemeut des Département	.....	200.
des vicaires .....	.....	200.
Dans les paroisses et villages de moins de 1000 ames.		
Craitemeut du Département .....	700.	A
Craitemeut du vicaire .....	200.	A

Cette proportion réglera également les communautés dont l'indemnité sera有所 charge du tiers-état, pour l'augmentation qu'il faudra faire dans leur accordeau.

Il faudra verser dans même pour l'indemnité de logement et jardin à l'ancien curé et de son curé. Dans les communes qui n'auraient point de prêtre ou de curé.

### Dans les premières

Cette indemnité est fixée à 200<sup>A</sup> pour le logement et à 80<sup>A</sup> pour le jardin.

### Dans les secondes.

Cette indemnité est fixée à 100<sup>A</sup> pour le logement et à 40<sup>A</sup> pour le jardin.

Dans les échappées de canton cette indemnité ne pourra pas excéder deux cent francs, et dans les villes de sous-préfectures 300<sup>A</sup>.

Longueule conseil municipal aura mis en vigueur la liste d'assiette de la commune, et dans sur le tableau nominatif de tous les chefs de famille résidant dans la commune, et sur la propriété non domiciliée.

Le tableau contiendra le montant des contributions fiscales, personnel et mobilier de toute concerne qui y seront compris. Le conseil ajoutera dans un tableau suivante<sup>A</sup> le montant de la contribution proposée à chaque chef de famille habitant et propriétaire jusqu'à concurrence de la partie qu'il aura créée et acquise par la moitié du même tableau.

Ce tableau sera publié et affiché, pendant trois dimanches consécutifs à la porte de l'église paroissiale, avec intimation de se renseigner à la mairie, soit pour y confirmer la succession, soit pour y faire des observations. Il sera à cet effet ouvert un registre pour le recueil.

Un troisième dimanche<sup>A</sup> de cette publication, le conseil municipal a l'assemblée, et le maire lui soumettra le registre des successions et observations qui lui auront été faites; le conseil après y avoir fait droit, arrêtera le tableau de cette procédure verbale des délibérations, et fera parvenir de suite au sous-préfet de l'arrondissement le trait de sa délibération et le tableau arrêté par lui.

Le sous-préfet apres avoir examiné la délibération du conseil et dressera un état des successions qui auront été faites dans la forme et le modèle qui lui sera transmis. Et cet état sera rendu au conseil pour être approuvé.

au pr茅sident de la commune pour en faire le remboursement.

Ne sont point comprises dans ce dispositif les communes qui ont pay茅es  
dans l'ann茅e d'lib茅ation des majeurs de saligies aux d茅partements de celle auquel  
elles sont administrativement sujets la f鈃e.

Il sont 茅galement d'avoir bien les pr茅sentes dispositions dans le  
commune qui poss茅dent 脿 ce moment 脿 l'avenir de ressources suffisantes pour  
les faire durer.

Qui et peuvent 茅re dispos茅s de toute contribution pour la f鈃e de celle  
aux habitants d'une commune n茅erlandaise que d'importance de une journ茅e, ou dont le  
montant soit de contributions unies ne s'脿l茅e par apli de quinze francs.

Les pr茅sentes dispositions et r茅cives seront pr茅compt閑s sur le traitement  
qui leur sont accord茅s par le pr茅sident.

Le pr茅sident mettra son nom 脿 l'approbation de son excellente le  
Ministre des Finances.

Saint-Honor猫 au tr猫sorier,  
Sous le secret

Etat-major

# Méthode de l'école de Fermeout,

Dû le Dixiesme impérial du Curé ou du qui servit de  
Sousvoir au trésorier des Finances à la charge de la  
Concession de Celi des Vieux des Curés & de l'arrondissement  
l'augmentation du trésorier de l'arrondissement à la charge du  
Dixiesme public.

Considérant que les portions congrues pourront fixer  
à 700 "Dixies en avant l'années de 1789 Gu 1789.  
Qui seraient un peu plus que général arrosé dans l'arrondissement  
qui seraient suffisantes pour presque tous les Curés excepté des paroisses  
ou des foundations fixes qui seraient un supplément à la vingtaine  
de ce trésorier.

Considérant que deux, le moment fixera le prix du dixiesme  
à presque double, que Celi des Vieux est insuffisante ~  
d'abord, que le travail & ses charges des Curés diminueront  
et Vieux sous Beauvais plus considérables soit à cause du  
Nouveau inspecteur qui est très petit, soit à cause de l'âge et  
des insuffisances du précédent inspecteur qui ne pourra pas continuer,  
& de ceux mêmes qui diminueront, soit à cause de la population  
qui survit dans le Diocèse de Clermont Est l'ordre, soit à  
cause de la Réunion de plusieurs Communes, notamment  
le nombre de ces communautés, composées en Vieux tout  
peut être. Sont au moins sur le chargé de ville,  
quinze, ou dix-huit. Ces habitants et plus que d'ailleurs  
surveillent l'arrondissement sont composés de plusieurs hameaux, villes  
villages, ou villages du chef-lieu, Cognac, Neuville, Ablois, le  
Benoit d'un travail pour le plus grand avantage.

Considérant que le Dixiesme du gouvernement est que les ministres  
du culte, soient logés l'une, Moissière, Dieule, Comme de  
la Courneuve, sous l'ordre d'arrondissement, que les ministres  
ont augmenté de valeur, que les prix des logements ont baissé en  
proportion des dixiesme, quel qu'il est l'arrondissement les Curés ou  
l'arrondissement pour qui le Benoit d'un travail devraient faire partie  
et dépendance,

Considérant que la composition du caractère des habitants  
de la paroisse augmente par an. Expérience de plusieurs années,  
l'épiscopat que trop que j'aurai le sort des ministres du culte  
ne sera pas fixé et solides tant qu'il n'aura pas la force de bonnes  
dotations de peuples, que le plus grand nombre de ces logés

Où l'est l'île, Marne, iudeau, ou le Seine, ou Rambouillet, où  
assez peu, que le peuple a Besoin d'être pris de Dommages,  
que l'île n'a, ou l'île n'a pas, ou l'île n'a pas, qu'il n'y a  
assez pour assurer l'assiette aux yeux des autres, le sort des Dommages  
que par une Contribution sociale, dans les Communes, ou les Communes  
et les étoiles ne pourraient y appeler, laquelle Contribution servirait  
l'île ou en argent ou en nature Commune pour l'appeler quelques  
Communes.

Mille que deux les paroisses au defaut  
de mille et le minimum du traitement devrait être pour  
les Diéresantes de la Somme de ..... 700. "

Dans les paroisses au defaut de Mille  
et un de ..... 800. "

Que celui des Vierges dans les premières  
seroit de ..... 100. "

Dans les paroisses de ..... 100. "

Que les seules servantes trouvées  
sur ces communes

Que cette situation régleroit le  
supplément du traitement payé par le  
Gouvernement.

Que les dits traitements serviraient  
suyes soit en argent, soit en nature  
par une contribution volontaire, selon les  
réflexions à deux, les proportions cependant  
égalées.

Que dans les communes au defaut de  
Mille francs les logements pourroient être  
trouvés, savoir:

Pour la maison ..... 70. "

Pour le jardin ..... 10. "

Dans les communes au defaut

De Mille Aiuel  
Sur La Maison ..... 100 "  
Sur Le Jardin ..... 40 "

Dans les Missions de Caen ..... 240 "  
Dans les Missions de son préfeture ..... 320 "

Ordonnée à Rouen le 11 Juillet 1806  
19 Vendémiaire an 14

Le Père de Lemontz

Noms des chefs lieux de Justice et aux et des Communes	quotid' du traitement proposé	Augmentation du traitement proposé pour les Défenseurs salariés pour l'Etat	l'Yoyens indiqué par les Communes pour le payement	Traitemen t fixé par le Cépit	Observations
<u>Lunthiat</u>					
Auzelle	X 700	250	il n'y a pas de délibération		
Brousse et Montbrassieu			200 au dépens 300 au trésor 65 logement 10 francs	à imposer au trésor le même des Contributions foncières <u>communales</u>	Le préfet Estienne que la fixation dans les termes exacts a un peu par addition aux contribution, f <sup>er</sup> et urbaine.
			200 au dépens 65 logement 10 francs	Le conseil municipal vota encore une summe de 600 <sup>fr</sup> . pour faire l'acquisition du logement des défenseurs et des eux familiers, a imposer pour moitié en l'an 1 <sup>re</sup> et en l'an 1 <sup>re</sup> à percevoir par une imposition	Le préfet Estienne qu'il doit être fixé pour les contributions aux défenses et aux logements 200. au trésor 250. pour les défenses et gardes 80. aux contribuables et jardins 80. à imposer comme dépenses
<u>La Chapelle agnel</u>	700 + 120 pour partibus et famili.	250			
Olliergues					
T <sup>r</sup> Gervais		200	a imposer au trésor le même des Contributions foncières et urbaines		Le préfet Estienne qu'il doit être fixé au dépens 200 - pour un trésor 250 - pour les défenses et familiers 80 - à imposer comme dépenses
Le Pradet		100	le conseil municipal vota		Le préfet Estienne que le

		100	Le préfet du département ne détermine rien pour empêcher l'expatriation	Le préfet du département ne détermine rien pour empêcher l'expatriation et détermine les mesures auxquelles que faire.
Marrat	700	250	Il n'y a point de délibération	Il n'y a pas de précepte établi pour empêcher l'expatriation et au contraire — 250 — peut faire — 250 — à ce propos une loi dans le sens de l'ordre 200 et toutefois que l'on fasse dans la mesure de ce qu'il est nécessaire pour empêcher l'expatriation.
Vestottage		200	Il imposera par délibération au maire le sens des instructions de la commission 17 <sup>e</sup> il y a recommandation de l'expatriation lorsque l'administration n'a pas d'autorisation de l'expatriation le 17 <sup>e</sup> de l'avis de l'expatriant le 17 <sup>e</sup> de l'avis de l'autorisation d'autorisation Mais enfin il y a une possibilité d'autorisation pour l'expatriation qui n'est pas offerte dans le sens	Il n'y a pas de précepte établi pour empêcher l'expatriation et au contraire — 200 — peut faire — 200 — à ce propos une loi dans le sens de l'ordre 150 et toutefois que l'on fasse dans la mesure de ce qu'il est nécessaire pour empêcher l'expatriation.
St Amand	Rochefortin			
Bettignat	500	900	Il imposera au maire le sens des instructions de l'autorisation de la commission mais par une délibération en application auto rité d'autorisation une impôt en l'ordre de 900 pour empêcher l'expatriation ou d'empêcher les mises de fonds dans l'autorisation des commissions Il n'y a pas de délibération	Le préfet fait l'ordre d'autoriser l'expatriation — 500 — au contraire — 500 — à imposer par délibération un impôt pour empêcher l'expatriation
St Eloy				
Grandval				
Le Monestier				
		100 " pour le décret et 100 pour suspension des mobilités	Il a été recommandé à l'administration d'empêcher l'expatriation, mais il a été fait à la police avec l'avis du préfet de l'ordre de l'autorisation 100. Il n'y a pas de délibération.	Le préfet fait l'ordre d'autoriser l'expatriation — 100 — pour empêcher l'expatriation — 100 — qui empêche l'expatriation — 100 — à empêcher l'expatriation — 100 — Il a été une lettre du préfet Il paraît que le conseil d'administration n'a pas eu au contraire d'autorisation, cependant le préfet a déclaré que de 200 et les fonds étaient pour empêcher l'expatriation.

		rôle pour apporter l'engagement	
<u>Narrac</u>	X 700	250	
<u>Vertolage</u>			il n'y a point de délibération
<u>Saint Amant</u> <u>Rochefourcq</u>			<p>200 " à imposer par délibération au conseil des finances des contributions de la population 17<sup>e</sup> il y a déclaration d'impôts longtemps après la révolution avec l'avis d'apport sans profit le 8 juillet 1791, pour les contributions ayant lieu en deux périodes. L'abonnement pour l'imposition qui est déjà offert dépendra</p>
<u>Bettignat</u>	X 500 "	300 "	<p>à imposer au conseil des contributions finances et la population mais par une délibération du conseil des finances auto matischement un impôt sur les biens de quel que personnage ou corps ou d'objets de valeur des biens de la population des contribuables Il n'y a pas de délibération</p>
<u>St Eloy</u>			<p>le conseil des finances d'autoriser dans l'opérateur 200 " autres 250 " à imposer par délibération aux impôts sur les contributions</p>
<u>Grandval</u>			<p>11<sup>e</sup> le conseil des finances autorise l'opérateur à imposer un impôt sur les biens de la population avec l'avis d'apport dépendant de l'abonnement au 1<sup>er</sup>.</p>
<u>Le Monestier</u>			<p>100 " pour le conseil des contributions et 100 pour l'apport des contributions qui échangent à imposer comme d'apres le conseil des finances d'autoriser dans l'opérateur 200 " pour l'imposition de l'apport 400 " qui échangent à imposer comme d'apres le conseil des finances d'autoriser dans l'opérateur 200 " Il paraît que le conseil des finances n'a pas la force de donner augmentation, cependant le département déclare que de 200 " et les fonds de l'apport pour réparer la perte</p>

Nom	quotité du trésor public proposé		augmentation de l'entretien proposé pour les dépar-	Nouveaux indigènes pour les communes, pour les payements	trésor fixé par le Système	Observations
	pour les départements	pour les villes				
S <sup>r</sup> Anthoine						
S <sup>r</sup> Fleuret				il n'y a pas de délibération		
S <sup>r</sup> Chauvin						
Grandif						
S <sup>r</sup> Romain						
S <sup>r</sup> Germain Herm						
Aix, Lafayette				il n'y a pas de délibération		
Condat					19	

Condat

Lefthamont

Lehandelis

Jayet d'Onnay

fours noirs

M<sup>r</sup> Monnet le Bourg

M<sup>r</sup> Monnet le Chastel

M<sup>r</sup> Catherine

Viveross

M<sup>r</sup> Just de Baffie

250

" "

au dépens  
aussi bien - 250

100 au dépens  
700 auxiliaire

150

500

Demande en autorisation d'ouvrir les -  
communautés pour le prix de clôture fermé au  
paiement du bailliage

La Communauté n'a pas d'autre ressource pour  
payer que aux appels et aux échéances, il est  
nécessaire à la charge du Gouvernement

Attendu la pauvreté de la Communauté elle croit  
nécessaire de voir dans l'accord pour l'imposition  
d'attente à la charge de l'assiette fiscale, autorisé  
un prélèvement de 250 à un prélèvement au taux de 25%  
d'échelle contributive  
à imposer au taux de la partie des contributions  
solidaire et mobilières et personnelle

100 au dépens  
700 auxiliaire  
proposé d'arrêter ce qui suit à l'assiette de fonds  
des divers villages, échelle d'imposition, la partie  
de la partie pour débouchement volontaire.

Arrêtez également la construction d'un oratoire  
le plus bas que l'on peut faire sans préjudice  
de l'assiette fiscale

Demande l'autorisation de faire rendre compte des  
des communautés depuis vendredi au 1<sup>er</sup> octobre dernier  
pour l'assiette d'impôt paroissiale à l'apportement d'  
échelle contributive

à payer par une imposition, autorisée par le  
Gouvernement à l'autre moitié de la mobilité

à imposer par addition jusqu'  
à l'autre échelle

Le soussigné reçoit à 200<sup>0</sup>  
et propose le même moyen que  
l'impôt.

Le soussigné prie qu'il donne  
aussi pour supplément 200 -  
auxiliaire 250 -  
et pour jardin 200 -  
à la charge comme dépense  
de son service 200 -  
auxiliaire 250 -  
pour jardin 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -  
auxiliaire 250 -  
pour l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -  
auxiliaire 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -  
auxiliaire 250 -

Le soussigné présente l'assiette de  
bailliage avec échelle 200 -  
pour l'autre moitié 250 -  
auxiliaire 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -

Le soussigné prie qu'il donne  
aussi pour l'autre moitié  
de l'assiette 200 -  
auxiliaire 250 -  
pour jardin 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -  
pour l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -  
auxiliaire 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -

Le soussigné prie  
aussi pour l'autre moitié  
auxiliaire 250 -  
pour jardin 250 -  
à l'autre moitié de la partie  
de l'assiette 200 -

Departement du  
Puy de dome. Tableau General

Formé en exécution des articles 2 et 3 du décret impérial du 5 Novembre an 13,  
relatif au traitement des desservants et vicaires des communes qui ne sont  
point salariés par le Gouvernement, et à l'augmentation du traitement de  
ceux qui sont au contraire salariés, ainsi qu'à leur logement et jardin.

Nom de la commune	Sommes votées par les communes pour					Moyens
	des échafauds	des Justices	des députés	et des Communaux	Augmentation	
des Justices	estimatives	estimatives	estimatives	estimatives	estimatives	indiquer la date d'ouverture de la session et le nom du Président
des députés	de la France	de la France	de la France	de la France	de la France	de la France
et des Communaux	établis	établis	établis	établis	établis	de la France
	de la France	de la France	de la France	de la France	de la France	de la France
Suite de l'amende						
roche-Savine						
Grenval	" "	" "	" "	" "	" "	il n'y a pas de délibération
Le Monestier	100	" "	" "	100	200	a imposé par abonnement
Saint-Antoine						
Saint-Clément	" "	" "	" "	" "	" "	il n'y a pas de délibération
Sachautin	100 "	" "	145	145	" "	a imposé au marchefane de la Contribution foncière.
Grandrif	" "	300 "	" "	300	" "	Le Comité M <sup>e</sup> , attend libéralement de son pays pour Gouvernement et le fisc de l'église échoue qu'il n'y a pas lieu à augmentation et pour le paiement des 300 augmentations qui devraient être payées par la partie de la Contribution foncière.
Saint-Romain	200 "	" "	" "	200	" "	a imposé la Contribution foncière
Saint-Germain-l'herme						
Aix-la-fayette	" "	" "	" "	" "	" "	il n'y a pas de délibération
Condat	" "	" "	" "	" "	74	
Le Chambon	270 "	" "	" "	" "	" "	Affecté sur le produit de la commune d'affranchissement.
Chaudelis	" "	" "	" "	" "	" "	La Commune ayant aucunement rien pour faire face aux impôts de dettes s'entremet à l'appui du Gouvernement.
Fayet-Roumay	" "	250	" "	250	" "	La paix rétablit la paix dans l'empire d'abord avec l'apportement au Département et le Ministère d'un second, mais lui fait perdre 250, pour traiter tout d'affranchissement, à imposer toute la paix de dettes de la Commune.
Journols	800 "	400 "	" "	" "	1200	a imposer au tiers le franc de la contribution foncière, personnelle et mobilière.

Nécessité proposée par M. l'Évêque?

Tribunal de des fermes de charge de la commune	celui des meubles	amortissement des celliers des fermes de charge du village	Des minerais	Jardin	Cotis de communes	Opération	Proposition	
							du village	des communes
900 "					900 -	730		
900 "	au Jardin				900 -	1015		
1000 "	il faut 2 francs		840 "	1340 "	9017			
900 "			100	300 -	646			
900 "			100	300 -	594			
900 "	au Jardin		30	230 -	986			
900 "	au Jardin				900 -	1041		
			60 "	60 -	1725			
900 "	1 g <sup>e</sup>		30 "	230 -	872			
900 "	1 g <sup>e</sup>		100 "	300 -	912			
350 "	1 g <sup>e</sup>			350 -	804			
300 "	1 g <sup>e</sup>		40 "	230 -	1118			
900 "	1 g <sup>e</sup>		30 "	230 -	829			
900 "	900 "		40 "	1340 -	1660			

*Soline*  
1<sup>re</sup> DIVISION.

BUREAU  
D'ADMINISTRATION  
COMMUNALE.

Demande d'un état nominatif des communes dont les Desservans sont à leur charge.

*Enrégis: 16. juil. 1806. dans le dépôt.*

Paris, le 16 Juillet 1806.

LE MINISTRE de l'intérieur ,

A Messieurs les Préfets des départemens.

*MESSIEURS, en exécution de l'art. 3 du décret du 5 nivôse an 13, vous deviez m'adresser les arrêtés que vous étiez chargés de prendre pour régler la quotité du traitement des Desservans que doivent payer les communes, ainsi que celui des Vicaires. Cette disposition n'a pas été exécutée par tous les Préfets, et le paiement de ces Ecclésiastiques en éprouve, sans doute, beaucoup de retard; puisque ces arrêtés ne peuvent avoir de suite qu'après mon approbation. Je désire, Messieurs, que ce travail me soit adressé dans le moindre délai possible.*

*Vous voudrez bien me faire parvenir, avant tout, et à la réception de cette lettre, un état nominatif des communes dont les Desservans sont à leur charge, avec une récapitulation du nombre par arrondissement.*

*Cet état m'est nécessaire; et comme ceux qui m'ont été envoyés sont de formes très-diverses, je vous invite à dresser celui-ci, qui sera certifié par vous, sur du papier du même format que celui de cette lettre. Les cahiers, qui doivent être réunis en un seul, présenteront ainsi une conformité qui facilite les recherches et aide au travail.*

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

*Rampon*

1808. novembre

# Ministere Des Cultes

---

Stat Des traitemens ou Suppléments De  
traitemens faits par les Communes aux Curés De  
Cantons, aux Déteneurs Des succursales tout  
payées que non payées par le Gouvernement, ainsi  
qu'aux Vicaires.



Nom des arrondissements et des cantons	Nom des cures	Noms des succursales	Noms des déparnements	Noms des cures
		Sainte-Loye.		Fournet (Antoine)
		St. Eloy.		Martin (Nicolas)
Saint Amant. Roche-Savine	Saint Amant Grandval Le Monastier	Berthignat. Estantaud Français	Limbaud Guillot Grandjean Salquier	Dumas
Cambert.	Sainte-Audhénie S. Audhénie	Sainte-Clement. La Chaulme Grandval. S. Romain		Duguet (Vital.) Chorillot Pechot Cardinouze (Guillaume) Collard Cornet (Fréquier)
		air. la fayate		Grenette (Colas)
		Condac.		farol (Penu)
		Le Chambon		Chouette (Joseph)
Saint Germain. Theure	Saint Germain Echandelié	fournols.	Sarry Cestenat	Grose
			S. Bonnet le Chastel.	Tallas (François)
		fayat.		Chenonaille Galloni (Cameuf)
		S. Chamet. le long		d'elatavie Gauthier
		S. Catherine dissainte		Porte (Guillaumet)

